



**PROJET**

**APPUI AU RELEVEMENT ECONOMIQUE,  
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE ET  
COHESION SOCIALE POUR UNE CROISSANCE  
INCLUSIVE EN TUNISIE**

*Avril 2012*



## **TABLE DES MATIERES**

<i>I.</i>	<i>ANALYSE DE LA SITUATION</i> .....	<i>7</i>
<i>II.</i>	<i>STRATEGIE</i> .....	<i>8</i>
<i>III.</i>	<i>CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES DU PROJET</i> .....	<i>17</i>
<i>IV.</i>	<i>PLAN DE TRAVAIL ANNUEL</i> .....	<i>25</i>
<i>V.</i>	<i>ARRANGEMENTS DE GESTION</i> .....	<i>31</i>
<i>VI.</i>	<i>SUIVI ET EVALUATION</i> .....	<i>32</i>
<i>VII.</i>	<i>CADRE LEGAL</i> .....	<i>34</i>

## ***Liste des Acronymes***

OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OSC	Organisations de la Société Civile
MENA	Moyen Orient et de l'Afrique du Nord
MPME	Les Micro, Petites et Moyennes Entreprises
SCC	Structures de Cohésion Communautaire
SDA	Services de Développement d'Affaires

Programme des Nations Unis pour le Développement

Pays : TUNISIE

DOCUMENT DE PROJET

**Titre du Projet: APPUI AU RELEVEMENT ECONOMIQUE, DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE ET COHESION SOCIALE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE EN TUNISIE**

Page de signature

<b>UNCT - Stratégie de Transition pour la Tunisie (2011- 2013)</b>	A l'horizon 2013, les acteurs de développement mettent en œuvre des programmes de développement et d'emploi plus adaptés aux besoins des populations vulnérables des régions les plus défavorisées
<b>Stratégie pour l'appui du PNUD à la transition démocratique en Tunisie</b>	Amélioration de la gouvernance locale pour le développement et l'emploi des jeunes
<b>Produit(s) escompté(s): (de ce programme)</b>	<b>Produit 1:</b> les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit, et plus spécialement les femmes et les enfants, sont stabilisés à travers la création urgente d'emplois. <b>Produit 2:</b> Cohésion Social Effective et Mécanismes Locaux pour le Dialogue mis en place et opérationnels. <b>Produit 3:</b> La capacité de création d'emplois du secteur privé est améliorée grâce à des politiques favorables et le fort appui de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises.
<b>Partenaire National:</b>	<b>Office de Développement du Sud</b> (Ministère du Développement Régional et de la Planification)
<b>Agence de Mise en Œuvre</b>	<b>PNUD</b>
<b>Période du Programme:</b> 2011 à 2013 <b>Domaine du Résultat Clé (Plan Stratégique):</b> Création d'une Fondation pour le Développement; Réduction de la Pauvreté <b>Atlas Award ID :</b> 00077839 <b>Date de démarrage:</b> Octobre 2011 <b>Date d'achèvement :</b> Septembre 2013 <b>LPAC Meeting Date :</b> 15 Novembre 2011	<b>Budget :</b> <b>Budget du projet pour 2011-2013 :</b> 4 300 000 US\$ <b>Total des ressources allouées :</b> 2 610 000 US\$ <b>Total des ressources allouées par donateur:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>○ <b>Gouvernement du JAPON :</b> 2 300 000 US\$ ( pour la période Mars 2012 – Février 2013)<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Frais de gestion 7% :</b> 161 000 US\$</li></ul></li><li>○ <b>PNUD :</b> 310 000 US\$</li></ul>

Approuvé par **Monsieur Mohamed Mokni**, Directeur Général de l'Office de Développement du Sud, Ministère du Développement Régional et de la Planification – Tunisie

Date

23/04/2012

Approuvé par **Dr Mohamed Belhocine**, Le Représentant Résident du PNUD – Tunisie

Date

23/04/2012



## Brève Description

Le principal objectif des interventions proposées est de réduire rapidement les problèmes économiques grandissants et la tension sociale croissante auprès des communautés tunisiennes résidant le long de la frontière avec la Libye. Les revenus jadis générés par le commerce transfrontalier ont considérablement diminué du côté tunisien depuis le début de la crise en Libye. Les flux importants des familles libyennes fuyant leur pays, dont la plupart a été accueillie par des familles tunisiennes, ont davantage aggravé la pression économique sur les familles hôtes. Le programme sera dédié aux zones frontalières, où les familles subissent les impacts socioéconomiques négatifs les plus graves. La région de Ben Guerdane est la communauté la plus touchée par la réduction importante des activités transfrontalières. On estime que 80% de la population active vit des échanges formels et informels avec la Libye. Le Gouvernorat de Tataouine, et plus spécialement la ville de Tataouine, a connu une pression économique de plus en plus grande suite à l'accueil des familles libyennes fuyant leur pays.

Afin de réduire l'impact négatif de la crise en Libye, les efforts visant à appuyer les moyens de subsistance des communautés frontalières seront orientés vers les gouvernorats de Médenine et Tataouine. L'intervention proposée implique des chantiers à haute intensité de main d'œuvre, dont surtout des chantiers de nettoyage et l'embellissement des rues, l'entretien des espaces verts et la réhabilitation des infrastructures. La deuxième composante de ce programme sera destinée au raffermissement de la cohésion sociale en renforçant les capacités de la société civile locale naissante et en facilitant le dialogue et les échanges entre ses membres, mais aussi en impliquant tous les acteurs à travers les actions concrètes, y compris celles proposées dans le cadre de la première composante.

L'objectif de la troisième composante est de contribuer à l'amélioration des capacités du secteur privé en matière de création d'emplois, par la mise en place de politiques plus favorables, le soutien de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, dont l'établissement du partenariat public privé visant à offrir de meilleurs services au développement des affaires, le soutien à l'intégration des MPME dans la chaîne de production, et plus particulièrement celles dirigées par les jeunes et les femmes.

*Le budget estimé du projet est de 4 300 000 dollars américains. Le Gouvernement du JAPON finance le projet à l' hauteur de 2 300 000 dollars américains. Le PNUD apporte une contribution de 310 000 dollars américains.*

## I. Analyse de la Situation

Les événements du Printemps Arabe qui ont bouleversé la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (**MENA**) continuent à mettre en exergue les défis auxquels fait face la région, incapable de traduire la croissance économique en création soutenue d'emplois. Ces événements sont essentiellement dus à l'exclusion économique, privant de nombreux jeunes de la région, dont la Tunisie, de travail décent et d'opportunités. L'échec de ces pays à réaliser une croissance économique inclusive a particulièrement affecté les jeunes, qu'ils soient qualifiés ou non.

La région MENA en général a réalisé un taux moyen de croissance annuelle de près de 5% en 2000-2010. Cependant, et en dépit d'un taux de croissance élevé, la Tunisie par exemple a généré peu d'opportunités d'emploi. Le taux réel annuel de croissance du PIB national a été de 4.5% en moyenne au cours de cette période. Le taux de chômage en 2010 a atteint 13% alors que le taux de chômage des jeunes s'est élevé à 29.4%<sup>1</sup>.

Quels que soient les emplois créés au cours de cette croissance, on enregistre toujours une perte due :

- 1) aux pressions démographiques ;
- 2) à l'inadéquation des capacités ;
- 3) le manque de diversification économique ;
- 4) le déclin du secteur du tourisme et des secteurs de services ;
- 5) le manque d'opportunités d'emplois offerts par le secteur privé.

Dans la région MENA, la population augmente de 2.7%. En Tunisie, la pression démographique se traduit par les flux migratoires internes de l'intérieur du pays vers les villes et les côtes ainsi que l'immigration vers l'Europe. La structure de l'économie n'était pas axée sur la création d'emplois pour tous. Par exemple, le nombre de visiteurs en 2011 a considérablement baissé, et les revenus du secteur touristique ont chuté de 50% comparés à 2010. Les problèmes de gouvernance associés à l'ancien régime ont aussi empêché le développement du secteur privé et entravé la créativité pendant des années. Selon l'OCDE, le chômage des jeunes restera élevé au cours de 2011 dans tous les pays de la région et au-delà encore.

En dépit des programmes et des efforts visant à réduire le chômage des jeunes, dont les plus importants s'adressent aux jeunes diplômés, ce phénomène a constitué un problème chronique pour la Tunisie depuis maintenant plusieurs années. La structure de l'économie est incapable de créer des emplois pour les jeunes diplômés, ce qui renforce leur frustration, et pousse de nombreux jeunes à migrer vers les villes et les zones côtières et même à essayer d'immigrer clandestinement vers l'Europe.

En outre, quelques obstacles culturels entravent l'entrepreneuriat, dont notamment le peu de tolérance pour la prise de risque, la fausse perception des « emplois permanents » offerts par le secteur public, et une corruption néfaste qui a empêché le secteur privé de se développer et a freiné la créativité pendant plusieurs années.

Les protestations violentes qui ont éclaté dans la ville de Benghazi à l'est de la Libye vers la mi-février, a obligé des milliers de travailleurs émigrés de fuir la Libye vers l'Egypte et la Tunisie. Malgré la tentative du Gouvernement Libyen pour fermer les frontières, l'intensification des combats en Libye a multiplié les flux de migrants et des travailleurs tunisiens revenant de Libye. Ces flux massifs ont surchargé la capacité des villes tunisiennes, qui manquaient déjà d'opportunités d'emploi, de réelles perspectives d'avenir pour les jeunes et de bonne gouvernance.

---

<sup>1</sup> Les chiffres de croissance sont pris de la base de données du FMI alors que les chiffres sur le marché de l'emploi proviennent de la base de données de l'OIT

Le risque de conflits sociaux est élevé, et le renforcement de la participation active de la société civile constitue une priorité pour la relance économique des régions frontalières. Les attentes placées sur le Gouvernement Intérimaire sont élevées et les gens espèrent que le Gouvernement s'active à créer des emplois.

La communauté internationale doit se préparer à aider les tunisiens en quête de démocratisation et de relance économique soutenable. Plus qu'un soutien financier, la Tunisie doit savoir identifier les politiques les plus adaptées pour faire face au problème chronique du chômage. Comme l'a souligné l'Administratrice du PNUD, les nations ont maintenant besoin de stratégies intelligentes pour assurer un meilleur profit des capacités nationales – surtout en matière de création d'emplois, de micro-entreprises et de PME, de transfert technologique, d'infrastructure, et de revenus fiscaux. Le PNUD est prêt à aider à travers l'élaboration de politiques au gain rapide pour résoudre le problème du chômage, et en particulier le chômage des jeunes, en commençant dès les premières phases de la période ayant suivi les conflits en Tunisie et en Libye.

En outre, une combinaison de facteurs aggravants menace actuellement la cohésion sociale dans les régions frontalières avec la Libye. Les flux de migrants à travers le poste de Ras Jedir et la fuite de Libyens à l'Ouest vers le sud tunisien et particulièrement vers le Gouvernorat de Tataouine ont mis en exergue les défis pesant sur la communauté locale. Des incidents en matière de sécurité, des protestations publiques aux attaques isolées contre les organisations internationales traversant le camp de Shousha à Ben Guerdane, et les signes d'une impatience grandissante à Tataouine reflètent une frustration qui augmente de jour en jour et qui menace la cohésion sociale. Les problèmes socioéconomiques peuvent se convertir des menaces à la cohésion sociale et saper les aspirations démocratiques des tunisiens.

Dans le but de faire face à la situation d'après-crise en Tunisie marquée par l'augmentation du chômage et de la frustration, et de leurs effets de déstabilisation de la transition démocratique encore fragile, le PNUD poursuivra une approche à trois axes pour aider à la création d'emplois et à la génération de revenus pour la plupart des tunisiens affectés par la crise- en liant les interventions à court et à long terme aux sources génératrices de revenus et à la relance économique.

## **II. STRATEGIE**

La crise sociale et économique est le résultat d'une accumulation de plusieurs niveaux de facteurs aggravants :

- **La réduction brusque et dramatique de l'activité économique:** A Médenine et à Ben Guerdane en particulier, le commerce transfrontalier, pilier de l'économie locale, a été sérieusement touché. En outre, l'activité touristique dans les villes avoisinantes, qui absorbait une partie de la main d'œuvre locale s'est sérieusement détériorée au cours des mois précédents ;
- **L'impact des migrations :** Jusqu'à ce jour, 35 000 travailleurs tunisiens en Lybie (source : Office des Tunisiens à l'Etranger) sont rentrés en Tunisie pour se retrouver au chômage confrontés aux problèmes de réintégration. Ils s'ajoutent aux vagues de migrants Libyens, jadis soutenus par les propres ressources de leurs communautés ;
- **Instabilité Sociale :** L'impatience de la population pour la justice sociale et l'intervention de l'Etat après la Révolution Tunisienne, ajoutée à un taux de chômage très élevé, constitue une vraie menace à la stabilité et nécessite une intervention rapide et concrète pour réduire la pression sociale ;
- **Un problème structurel de développement négligé :** A l'instar des gouvernorats du ouest de la Tunisie, les Gouvernorats de Médenine et de Tataouine manquent d'investissement et de diversité économique, et sont marqués par la quasi absence de secteurs créateurs d'emplois. Ben Guerdane par exemple a toujours connu des tensions sociales apaisées par le commerce transfrontalier, qui n'offre que des sources fragiles de revenus.
- **Un environnement institutionnel transitionnel encore fragile :** Bien que la Tunisie ait développé au fil des ans un réseau solide d'institutions et de capacités, les attentes de la population en



matière d'emploi et de services sociaux sont encore en instance. Les institutions et les autorités locales doivent répondre aux besoins pressants de la population ;

*Pour faire face à ces défis*, et sur la base de l'analyse précédente, la stratégie comportera trois axes pour la création d'emploi, la génération de revenus et une croissance économique inclusive en Tunisie. Le programme cherchera à :

- i) **stabiliser les moyens de subsistance des communautés les plus affectées, et plus spécialement les jeunes et les femmes dans les régions frontalières avec la Libye,**
- ii) **renforcer la relance économique locale pour créer des emplois et des sources de revenus, tant aux niveaux local/régional que national ;**
- iii) **améliorer les plans d'emplois à long terme et une croissance économique inclusive basée sur un modèle conçu en Tunisie et par les Tunisiens.**

Le travail sur ces trois axes peut être entamé dans l'immédiat, si nécessaire avec des rythmes différents. L'évaluation de la relance économique des régions touchées et les plans de relance économique nationale vont identifier les créneaux à développer et à mettre en œuvre aux niveaux local et national. L'évaluation de la situation dans les régions frontalières avec la Lybie a déjà révélé le besoin urgent de lancer des initiatives créatrices d'emplois, notamment au niveau de la réhabilitation des infrastructures, l'entretien et la sécurité ainsi que d'autres interventions destinées à absorber les chômeurs dans des activités productives.

Les interventions stratégiques pour la stabilisation des moyens de subsistances et la reprise économique seront importants dans ces régions. Ces interventions seront complétées au niveau national avec la nécessité de renforcer et améliorer les services de développement des affaires, et de rendre l'environnement plus propice au développement des entreprises pro pauvres. Les efforts entrepris dans tous les axes garantiront que les interventions soutenues par le PNUD renforcent également la cohésion sociale et la paix et plaident à ce que le secteur privé prenne part au renforcement des efforts de cohésion et paix aux niveaux local et national. *D'un point de vue opérationnel, une stratégie de cohésion sociale se réfère à tout type d'action qui permet à chaque citoyen, à chaque individu, d'avoir au sein de leur communauté la possibilité d'accès: aux moyens d'assurer leurs besoins élémentaires; de progresser; à la protection et aux droits légaux; à la dignité et à la confiance sociale.*

Tout manque d'accès à un de ces domaines opère contre la cohésion sociale. Par conséquent, la cohésion sociale, et plus spécialement les mécanismes de consultation et de dialogue peuvent proposer des mécanismes de résolution des problèmes touchant à un très grand nombre de secteurs. Le développement économique et la cohésion sociale seront fusionnés en un seul objectif dans le cadre des interventions à l'échelle locale.

Ainsi, le PNUD, les autres agences des Nations Unies et les partenaires de développement en Tunisie pourront contribuer d'une façon efficace aux objectifs tracés par le gouvernement pour la relance économique et le développement durable. Cette innovation se base sur les succès enregistrés en matière de création d'emploi et d'activités génératrices de revenu dans des situations d'après-crise, aussi bien pour le développement économique à court et à long terme dans des régions touchées, tels que développé par la ***Politique de post-crise des Nations Unis concernant la Création d'Emplois, la Génération de Revenus et la Réintégration.***

*Il est particulièrement important pour les tunisiens de s'assurer que les interventions sont sensibles aux risques de conflit et de désastres, et que les aspects du genre et de l'environnement sont bien pris en considération au niveau des trois axes.* Les points suivants constituent donc les **principes directeurs** de cette approche de mise en œuvre du programme :

- i) **L'appropriation nationale;**

- ii) Etre cohérent, inclusif, et global selon une approche spécifique à un domaine (quand nécessaire) ;
- iii) Ne pas faire de dégâts ;
- iv) Etre sensible aux risques de conflits et de désastres ;
- v) Renforcement des capacités et durabilité ;
- vi) Promouvoir l'aspect genre et renforcer le rôle économique de la femme autant que possible ;

Le PNUD fera les efforts nécessaires pour s'assurer que le programme contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en harmonie avec la **Stratégie du PNUD pour la réalisation des OMD : Accélérer et Soutenir le Développement des OMD**. Les interventions stratégiques sélectionnées pour améliorer les revenus /la relance économique seront transformationnels, et auront des effets multiplicateurs à travers les huit OMD et leurs publics cibles, et plus particulièrement l'**OMD 1 : Eradiquer la Faim et la Pauvreté Extrême**. Le PNUD et ses partenaires faciliteront la mise en œuvre du processus transformationnel et de relance stratégique dans ce cadre ainsi que dans d'autres cadres tels l'UNDAF.

**Produits et Résultats des Activités** : Le programme vise en général à stabiliser les sources de revenus des populations affectés par le conflit dans les régions frontalières, et à contribuer à l'emploi à long terme et à une économie d'inclusion en Tunisie. Pour réaliser cet objectif, le programme vise à réaliser 3 produits principaux décrits ci-après. En accord avec cette approche, les trois produits sont destinés à des impératifs immédiats, à savoir l'emploi d'urgence afin de stabiliser les sources de revenus des populations affectés, améliorer la cohésion sociale et les impératifs à long terme pour la création d'emplois permanents. Bien que ces efforts soient surtout destinés au secteur privé et au développement de l'entrepreneuriat en tant que stratégie pour encourager l'auto-emploi et l'emploi salarié des groupes de jeunes et des femmes, cette approche prévoit la constitution de plateformes pour renforcer la cohésion sociale, promouvoir les débats, et mettre en œuvre des priorités stratégiques pour la création de sources de revenus. Deux composantes au niveau local seront axées sur l'établissement mécanismes de dialogue visant à promouvoir la cohésion sociale et aussi à renforcer la relance économique des gouvernorats ciblés par le projet. Il est nécessaire dans ce cadre d'assurer la communication, la transparence, le dialogue et les forums à travers, par exemple, les réseaux des radios.

**Produit 1: les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit, et plus spécialement les femmes et les enfants, sont stabilisés à travers la création urgente d'emplois.**

Les interventions à haute intensité de main d'œuvre constituent la meilleure option à mettre en œuvre rapidement et offrent une grande flexibilité d'exécution et de modalités ; dans ce sens, elles peuvent s'adapter aux priorités immédiates de la population, permettant des mécanismes pour la participation communautaire, qui seront développés en fonction du contexte et montrant la voie aux interventions. Les travaux nécessitant une main d'œuvre importante visent à créer des emplois pour plus de 1000 jeunes et femmes. Près de 30% de cette main d'œuvre sera constitué de femmes touchées.

**Résultat de l'activité 1.1 – les infrastructures et les espaces publics de la communauté urbaine sont améliorés à travers au moins 5 interventions à haute intensité de main d'œuvre importante à Ben Guerdane et à Tataouine.** Ceci comportera des actions tels que :

- i) **Soutien au partenaire d'exécution sélectionné (ONG, Municipalité, Délégation, Ministère de l'Agriculture ...)** pour préparer les propositions de projets selon le format et les conditions des projets, en collaboration avec l'équipe du projet du PNUD et les organisations de la société civile (OSC) chargées de suivre les activités du Projet à travers des visites de terrain et des rapports soumis par le partenaire d'exécution. L'équipe de Projet du PNUD (ou un organisme d'experts traitants pour les projets à haute technicité) seront chargés de certifier le bon achèvement de l'ensemble des projets.

**La composante de Stabilisation Sociale** de ce programme établira un programme d'exécution pour permettre l'inclusion et la participation de toutes les institutions concernées et les acteurs de la société civile durant les différentes phases du processus de prise de décision pour la sélection des bénéficiaires du Programme et de la pertinence des projets proposés. Dans le cadre de leurs responsabilités actuelles inscrites dans leurs mandats, les municipalités des régions de Ben Guerdane et de Tataouine seront les partenaires d'exécution de tous les projets de réhabilitation des infrastructures urbaines et des espaces publics, alors que des projets ruraux seront mis en œuvre en collaboration avec les représentations locales du Ministère de l'Agriculture. La composante de cohésion sociale de ce programme (voir Produit 2) sera primordiale à la réussite de ce produit.

- ii) **Mettre en place un comité regroupant différents acteurs et établir un mécanisme participatif pour la sélection des bénéficiaires, réunissant des représentants des autorités locales, des associations locales de la société civile, et les représentants du PNUD.** Le comité définira les critères de sélection, les méthodes pour l'annonce du recrutement et les procédures de suivi et d'évaluation des projets ;
- iii) **Soutien à au moins 5 projets d'interventions à haute intensité de main d'œuvre, proposés par les municipalités et par la représentation locale du Ministère de l'Agriculture à Ben Guerdane** (avec près de 1000 travailleurs pour les 5 projets pour une période moyenne de 2 mois) sous la responsabilité de l'autorité concernée désignée (municipalité, Ministère de l'Agriculture) avec pour objectif d'optimiser le nombre d'emplois créés. Dans ce cadre, 70% au moins du budget total alloué doit exclusivement couvrir les salaires des employés. Un maximum de 30% des ressources de cette composante seront affectés aux outils et aux équipements requis à une mise en œuvre efficace et réussie.

Le PNUD respectera les mécanismes courants relatifs à l'exécution des travaux, faisant appel aux travailleurs temporaires non qualifiés appelés « Hadhira ». Le salaire quotidien des travailleurs « Hadhira » sera aligné au salaire SMIG appliqué en Tunisie. Les paiements de ces salaires sera fait à travers les mécanismes usuels utilisés par les municipalités, les délégations, les représentations locales du Ministère de l'Agriculture et les partenaires du Projet. Le mécanisme « Hadhira » comporte un système de suivi des travailleurs par les chefs chantiers et les superviseurs.

L'équipe du Programme PNUD effectuera des visites de suivi aux chantiers, alors que le partenaire d'exécution fournira des rapports de suivi d'avancement au PNUD. Les représentants de la société civile membres du comité de sélection des ouvriers et des projets seront tout aussi impliqués dans les efforts de suivi.

**Résultat de l'Activité 1.2 : Renforcer les Capacités des organisations de la société civile naissante pour mener le processus de relèvement.** L'émergence de nombreuses associations comme nouveaux acteurs de la société civile, incluant les jeunes et les universitaires, bien que motivés et engagés, manquent des Capacités élémentaires et nécessaires à leur rôle.

Un (des) consultant(s) expert(s) de la société civile fournira un appui programmatique au Coordinateur du Projet en accomplissant les tâches suivantes :

- i) Evaluation des besoins, de la capacité et des priorités de la société civile en matière de problèmes socioéconomiques ;
- ii) Elaboration d'un plan de soutien de la société civile à la cohésion sociale, aux moyens de subsistance et à la relance économique ;

- iii) Coordonner le développement et le renforcement de la capacité, de l'autonomie et des Capacités de plaidoyer des OSC à travers des programmes de formation pour assurer une meilleure relance économique ;
- iv) Faciliter le développement et l'entretien de réseaux et des coalitions pour assurer le plaidoyer en faveur des ONG (PNUD) ;
- v) Faciliter les dialogues entre les coalitions des OSC, des OBS et des ONG avec les organismes et les autorités locales et régionales pour promouvoir les programmes socio-économiques.

En fonction des besoins de renforcement des Capacités identifiés lors des consultations avec les OSC, des formations et des sessions d'encadrement spécifiques au profit des associations locales seront définis. Quand nécessaire, et si l'équipe du Projet PNUD ne peut satisfaire les besoins spécifiques en matière de formation, le Projet fera appel à un prestataire national ou international de services de formation.

**Résultat de l'Activité 1.3 : Intégration de l'aspect genre dans la planification et la mise en œuvre des programmes de moyens de subsistance et de relèvement économique.** Afin de renforcer le rôle économique de la femme et intégrer l'aspect genre à travers les différents produits, les interventions seront axées sur :

- i) la collecte des données désagrégées par genre aux niveaux local et national – et les utiliser pour la planification du relèvement ;
- ii) l'évaluation des aspects genre/jeunesse en relation avec relèvement économique ;
- iii) la formation de l'équipe du programme, des groupes de femmes et d'hommes, des partenaires d'exécution, et des autres acteurs concernés sur l'emploi d'urgence et le relèvement sensible au genre<sup>2</sup> ;
- iv) offrir une plateforme aux femmes affectées pour discuter des priorités, concevoir et mettre en place un programme d'emplois d'urgence axés sur les secteurs productifs et non-productifs en fonction des besoins ;
- v) faciliter la formation des femmes sur les emplois d'urgence, dont la création d'entreprises pour la gestion des déchets.

### **Produit 2: Cohésion Social Effective et Mécanismes Locaux pour le Dialogue mis en place et opérationnels**

Dans les Gouvernorats sélectionnés, la cohésion sociale sera améliorée et restaurée par le développement de mécanismes locaux qui visent à a) promouvoir des opportunités égales et b) réduire les disparités et les divisions au sein des communautés et entre elles. Les mécanismes locaux [ex. Dialogues ou mécanismes de consultation inclusive] seront principalement axés sur la dimension du capital social c.à.d. renforcement des relations sociales, interactions et liens et tous les autres aspects généralement considérés comme le capital social des sociétés.

### **Résultat de l'activité 2.1 : Dialogue et mécanisme de renforcement de confiance à l'échelle locale**

---

<sup>2</sup> Guidé par l'Agenda des Huit Points du PNUD et par la Résolution UNSC 1325.

Les résultats clés concernent les actions suivantes :

- i) Renforcer les capacités de la société civile et des partenaires institutionnels pour faciliter la responsabilisation des communautés et des autorités locales (en prenant en considération la période de transition). Ceci va aussi ouvrir et renforcer le dialogue pour créer plus de compréhension et d'engagement en faveur de la cohésion sociale et du relèvement économique auprès des responsables, des leaders locaux et communautaires, des femmes et des jeunes, que ce soit au niveau des communautés, des districts et de gouvernorats ou au niveau national, dont les donateurs ;
- ii) Etablir des relations de travail avec les membres de l'Assemblée Constituante au niveau national. Au vu des conflits transfrontaliers et de leur impact sur les gouvernorats sélectionnés, cette partie précise du projet sera très importante à la dimension transfrontalière. Il faudrait impliquer les représentants communautaires des deux côtés de la frontière autant que possible dans les consultations au moins pour les informer des impacts du projet sur leurs communautés (puisque ce projet ne s'adresse qu'aux communautés tunisiennes et ne vise pas les communautés libyennes de l'autre côté de la frontière).
- iii) Effectuer une formation pour prévenir contre les conflits au profit de plusieurs acteurs locaux (y compris les services judiciaires et la police) et établir des réseaux entre eux ; soutenir la mise en place de réseaux de femmes œuvrant pour la paix ; créer des Centres Locaux pour la Médiation ; et fournir des fonds de suivi pour les *Structures de Cohésion Communautaire (SCC)*. Cette composante utilisera les SCC pour catalyser et financer un processus simultané d'activités de prévention des conflits et de développement local initiés et dirigés par la communauté.
- iv) Liée aux deux Produits 1 et 2, la formation des communautés par les *Facilitateurs Communautaires* des ONG, les aide à évaluer leurs besoins, définir les priorités et identifier les projets communautaires à financer à hauteur de 10 000 dollars chacun. Une grande partie de ce montant devra financer les initiatives des jeunes et des femmes. Des *Activités Sportives & Culturelles* spéciales seront financées pour promouvoir la compréhension de la cohésion sociale. Un « *système de soutien* » des ONG locales, des volontaires de l'ONU, et des départements techniques du Gouvernement facilitera la planification et les projets communautaires. (cette approche sera aussi utilisée pour encourager le dialogue national et le projet de réforme constitutionnel, BCPR).
- v) Initier un processus de renforcement des Capacités et de partenariat avec les *Universités et les Institutions de recherche et de Conseil* pour jouer un rôle actif dans la prévention des conflits et dans le développement en les impliquant dans le travail de terrain. Les institutions participantes seront sous-traitées pour fournir une assistance dans l'élaboration des travaux préparatoires tels que les études de départ et d'autres recherches.

**Produit 3: Capacité du secteur privé à créer des emplois améliorée à travers des politiques favorables et un fort appui à l'entrepreneuriat et aux petites et moyennes entreprises**

La capacité du secteur privé local en Tunisie à croître et à créer des emplois reste limitée, principalement à cause d'un environnement de régulation restrictif, mais aussi à cause du manque de capacités adéquates pour lancer et gérer des entreprises, un manque d'initiative dû aux politiques imposées du haut vers le bas, un manque de réseaux d'appui et de capitaux sociaux, un manque d'information sur les marchés, et un manque des ressources financières et des relations d'affaires entre les micro, petites et moyennes entreprises.

Par conséquent, les entrepreneurs actuels et futurs et les PME ont besoin de politiques et d'un environnement juridique favorables, ainsi que d'un ensemble cohérent de services pour le développement des affaires (comme par exemple renforcement des capacités financières et commerciales, services de

conseil, encadrement et coaching, accès aux finances, et partenaires potentiels d'affaires), plutôt que des formations ou des subventions ponctuelles. En contrepartie, les MPME renforcées seront mieux aptes à offrir de meilleures opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes des communautés affectées.

Pour appuyer l'établissement et la croissance des MPME locales dans les Gouvernorats de Médenine et de Tataouine, et par conséquent augmenter leurs capacités de création d'emploi, il est nécessaire de les soutenir au niveau microéconomique, par le biais de meilleurs services de développement d'affaires (SDA), ainsi qu'au niveau méso-économique en créant un environnement propice aux affaires dans les gouvernorats ciblés (ex. traiter les points faibles du pays tels qu'identifiés par la base de donnée de la Banque Mondiale sur le Monde des Affaires – recrutement et paiement de taxes – et mise en place de mécanismes d'incitations appropriées). Ce soutien sera axée d'abord sur l'évaluation et l'identification des défaillances et obstacles en matière des politiques et développement/amélioration des politiques & stratégies favorables au secteur privé et en particulier au développement des MPME. Le processus comportera des enquêtes pour identifier une meilleure intégration des MPME dans les secteurs porteurs, et l'identification de plateformes appropriées pour les MPME et la collaboration entre entreprises, dont la promotion de la responsabilité sociale des entreprises.

Ces activités seront suivies et complétées par un soutien destiné à améliorer les services de développement des entreprises des SDA privés existants, et pour initier les Partenariats Publics/Civils/Privés pour offrir des SDA aux MPME surtout celles dirigées par des groupes de femmes. Ces services améliorés comporteront des services d'accompagnement et de conseil ainsi que des connections interentreprises. Le soutien comportera aussi des efforts dédiés à intégrer les MPME dans des secteurs à haute valeur ajoutée dans le cadre d'une Stratégie Inclusive de Développement du Marché, dont l'amélioration de l'accès aux financements par les MPME et la possibilité de générer des emplois.

Cette composante relative au secteur privé local est en harmonie avec les priorités stratégiques n.1, 2, 3, 4, et 5 de la Stratégie du Secteur Privé du PNUD, et sera basée sur l'expérience de la Tunisie dans ces domaines (pays hôte de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat en 2010). Elle s'inspirera également des leçons tirées du Programme Conjoint de l'ONU sur « l'Engagement de la Jeunesse Tunisienne pour la Réalisation des OMD », « les Marchés Inclusifs Croissants, les cas d'étude de partenariats publics-privés pour le développement d'entreprises dans le secteur de l'énergie au Maroc », et sur l'expérience du programme EMPRETEC UNCTAD dans d'autres régions du monde.

Il est important de noter que la mise en œuvre de cette composante commencera au même moment que les Produits 1 et 2 afin d'assurer la durabilité des travaux publics et les interventions à haute intensité de main d'œuvre. Le Produit 3 se pose donc en complément sur le Produit 1 par la promotion des opportunités d'emploi aux niveaux local et national.

**Résultat de l'Activité 3.1 – Un environnement plus approprié pour promouvoir le développement de projet au profit des pauvres au niveau local.** Les actions clés pour réaliser ce résultat comportent entre autres : *Analyse des politiques et des stratégies macroéconomiques en faveur de l'emploi axée sur la croissance économique*. Elle comportera une analyse des « *Implications macroéconomiques des programmes publics d'emploi (PPE) et des programmes de transferts monétaires conditionnels (TMC) aux communautés pauvres et marginalisées de Tunisie* ». Les PPE ne peuvent réussir que si les conditions macroéconomiques sont assurées. L'analyse fournira des recommandations sur les moyens à renforcer les politiques qui vont enraciner l'emploi public durable, dont le développement de politiques et de stratégies d'emploi public quand nécessaire, pour les populations marginalisées du pays.

D'autres actions comportent :

- i) Effectuer une analyse du relèvement économique pour identifier les besoins en matière de politique et de programmes, les défaillances et les opportunités pour la création d'emplois par le secteur privé ;
- ii) Identifier et améliorer les goulots entravant les cadres politiques et réglementaires et la législation des entreprises locales ;
- iii) Conception et mise en œuvre de mécanismes d'incitations et/ou de partenariats publics-privés pour le développement des entreprises et la création d'emplois au sein des PME.

**Résultat de l'Activité 3.2 – Services de développement des Affaires et appui renforcés/mis à niveau.** Des actions clés pour ce résultat comportent:

- i) Identifier, évaluer, renforcer et mettre à niveau les programmes SDA existants dans les Gouvernorats visés pour améliorer les capacités des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ;
- ii) Etablir des MPME et les intégrer dans la chaîne des valeurs stratégiques ;
- iii) Etablir des partenariats publics/privés pour offrir des services d'appui aux entreprises MPME choisies (sur la base de leur potentiel de création d'emplois) pour le Développement du Marché Inclusif dont l'accès aux services financiers.

Il sera nécessaire de développer les capacités des acteurs économiques clés dont la société civile, le Gouvernement et les associations concernées pour la conception, la mise en place et le suivi des programmes d'emploi décent au profit des populations les plus affectées et les plus vulnérables.

La capacité des acteurs économiques sera également renforcée pour pouvoir plaider en faveur des initiatives qui tendent à comprendre, permettre et assurer le développement des modèles d'affaires inclusifs supplémentaires, et qui aideront à créer de nouvelles opportunités et des meilleurs cadres de vie aux populations déshéritées. Cela comportera aussi la possibilité de lancer des programmes de transfert monétaires conditionnels et d'assurer leurs impacts sur l'atteinte des OMD. C'est à travers de telles initiatives que le PNUD pourra effectivement contribuer au développement humain et à la réalisation des OMD.

En général, en ce qui concerne les problèmes d'emploi à moyen et à long terme, à travers les différents axes et types de travaux, et donc de tous les produits 1, 2 et 3, il sera important d'insister sur les points suivants :

- a. *Le besoin de diversifier l'économie ;*
- b. *L'importance de mettre en exergue des secteurs qui sont plus productifs et moins vulnérables aux chocs internationaux ;*
- c. *Le besoin de mieux adapter les filières d'éducation et la demande en emploi ;*
- d. *Réforme de l'éducation ;*
- e. *Un meilleur accès aux crédits en faveur de l'auto-employabilité et de la création de capitaux propres ;*
- f. *Un meilleur accès aux affaires ;*
- g. *Un meilleur accès aux services publics ;*
- h. *Identification des liens entre les programmes de travaux publics et les autres programmes (tels que les PME et la micro-finance) pour assurer la durabilité.*

- **Gestion des connaissances et de la Communication** : *La situation dans la région MENA et de la Tunisie a abouti à l'expression pour la démocratie et la liberté mais les grands flux migratoires de la Libye vers les pays voisins ont accentué la pression sur les économies des familles, dont les jeunes souffrent déjà du grand fardeau du chômage. Les expériences qui seront accumulées grâce à la mise en œuvre de ce programme seront d'un apport immense pour les gouvernements, les Nations Unis et les autres organisations internationales, car elles les aideront à préparer et à mieux répondre aux événements similaires dans l'avenir. Dans ce cadre, le Chef de Projet sera responsable de par ses termes de référence de la gestion des connaissances acquises dans le cadre de ce projet, et qui seront soutenues par les ressources appropriées.*

Le programme propose un cas d'étude sur les possibilités d'emploi des jeunes, les travaux à haute intensité de main d'œuvre, le maintien de la paix et la cohésion sociale, et le développement du secteur privé. Par conséquent, l'archivage et l'échange des connaissances accumulées dans le cadre de ce programme sont très importants. Un court documentaire au moins sera préparé sur les expériences de relance et de renforcement de la paix au niveau des régions frontalières, outre les brochures, les manuels, etc.... le PNUD effectuera une analyse de la situation liée au conflit, fera la description du processus et développera un manuel pour l'analyse de ses effets sur les Gouvernorats frontaliers avec la Libye. Dans le cadre du développement des connaissances et du partage de l'information, l'équipe de prévention de conflits BCPR introduira ces expériences dans ses manuels. BCPR, BDP et BP travailleront étroitement avec le Bureau National pour documenter les leçons tirées et ensuite les distribuer mondialement.

En outre, l'aspect communautaire du programme nécessite une stratégie de communication au profit des populations bénéficiaires. Dans ce cadre, les produits de communication tels les pancartes et les tags de noms donnant des détails sur le projet, le budget, les bénéficiaires, etc... doivent être développés et accessibles par la population.

PNUD CO documentera les expériences sur le développement du secteur privé et en fera part aux bureaux centraux au siège afin d'en référer lors de la révision de la prochaine stratégie PNUD sur le secteur privé.



### III. CADRE DE RESULTATS ET DE RESSOURCES

#### Résultats Escomptés:

Effet: La création d'emplois améliorée et le développement du secteur privé appuyé pour une croissance inclusive en Tunisie

#### Indicateurs de Résultats:

- Situation du chômage des non qualifiés : le nombre des chômeurs non qualifiés réduit ;
- Situation de l'infrastructure prioritaire: Nombre des priorités en infrastructure rurale et urbaine abordées ;
- Situation de vulnérabilité socioéconomique extrême : Nombre de bénéficiaires de l'assistance d'Etat parmi les plus déshérités, et de bénéficiaires des associations locales sociales et de charité;
- Participation de la société civile: Nombre d'OSC consultées ou en discussion avec les autorités locales concernant les besoins et les priorités des communautés ; nombre d'emplois créés par les OSC/OBC ;
- Cohésion sociale : Nombre de disputes intercommunautaires réduit ; Nombre d'initiatives communautaires maintenant la paix établies et opérationnelles ;
- Développement d'affaires et d'entreprises : nombre de micro, petites et moyennes entreprises créées ; nombre d'hommes et de femmes employés, taux d'auto-employabilité
- Nombre de petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes: augmentation de 50%
- Analyse des politiques : analyse de la politique économique et recommandations adoptées par les autorités locales, régionales et nationales

#### Stratégie de Partenariat

Le programme sera mis en œuvre dans le cadre de la modalité d'exécution directe du PNUD (DEX), en partenariat avec l'Office de Développement du Sud et avec la collaboration étroite des autorités régionales et locales ainsi que la société civile locale. Le partenariat s'étalera sur une période **24 mois, du 1<sup>er</sup> octobre 2011 au 30 septembre 2013**.

Le programme aura un partenariat officiel avec les Municipalités, pour l'exécution des projets à haute intensité de main d'œuvre. Pour les projets ruraux, un partenariat sera établi avec la représentation régionale du Ministère de l'Agriculture, au niveau du Gouvernorat. Il est extrêmement important de spécifier que ces accords de partenariats décrivent les mécanismes de participation et de consultation établis par le programme, surtout en rapport avec la sélection des travailleurs temporaires et le classement par ordre de priorité des projets à haute intensité de main d'œuvre, et des interventions de cohésion sociale.

Le programme soutiendra tout engagement réel des organisations de la société civile avec les autorités locales à travers les activités de ce programme. Le programme fera la coordination avec d'autres organisations nationales et internationales travaillant sur les mêmes programmes d'appui à la création d'emplois et au développement du secteur privé, pour ne pas les dupliquer et assurer toute forme de collaboration complémentaire. Plus particulièrement, ce projet encouragera la coordination avec des initiatives similaires potentielles. Les interventions clés sur le développement du secteur privé seront mises en œuvre de telle façon qu'elles soient basées sur les activités actuelles et seront coordonnées avec d'autres agences, qu'elles soient onusiennes ou non.

Titre du Projet : Appui au relèvement Economique, Développement du Secteur Privé et Cohésion Sociale pour une Croissance Inclusive en Tunisie			
RESULTATS ESCOMPTE	OBJECTIFS DE RESULTATS	ACTIVITES INDICATIVES	PARTIES RESPONSABLES
<p><b>Produit 1: les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit, et plus spécialement les femmes et les enfants, sont stabilisés à travers la création urgente d'emplois.</b></p> <p><b>Situation de départ:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Près de 60 000 personnes, ou 80% de la population active de Ben Guerdane (120 000 habitants) ont vu leurs sources de revenus provisoirement réduits</li> <li>- 1000 familles des catégories les plus vulnérables de Ben Guerdane vivent du commerce transfrontalier effectué à pieds</li> <li>- 45000 Libyens ont été accueillis principalement par des familles à Tataouine ;</li> <li>- Infrastructure et services publics détériorés, hygiène et environnement à Ben Guerdane médiocres (collecte des déchets, rénovation des écoles, embellissement des zones vertes, amélioration du marché ...)</li> <li>- Grand impact sur l'environnement dans la ville de Tataouine et de ses environs</li> <li>- 150 km de pistes rurales offrant l'accès aux champs;</li> <li>- Des centaines de km de barrières naturelles (branches séchées de palmiers) délimitant les champs</li> </ul> <p><b>Indicateurs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de gens (dont les jeunes et les femmes) bénéficiant de postes dans les programmes demandeurs de main d'œuvre</li> <li>- Nombre d'infrastructures urbaines et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 projets demandeurs de main-d'œuvre identifiés comme prioritaires à travers un processus de décision consultatif</li> <li>4 projets axes sur les zones municipales de Tataouine et de Ben Guerdane et 1 projet de la zone rurale de Ben Guerdane</li> <li>- Au moins 1 projet demandeur de main d'œuvre est dirigé et profite à des groupes de femmes dans une région frontalière désertifiée ;</li> <li>- Station(s) de traitement pour quelques types de déchets ;</li> <li>- Nombre d'évaluations participatives effectuées, discutées et diffusées</li> <li>- Au moins 4 femmes/hommes, Groupes socioéconomiques / associations sont soutenus par le Projet</li> <li>- Plus de 1000 personnes bénéficient des emplois à court terme dont près de 30% de femmes affectées par la crise</li> <li>- Informations jadis dispersées concernant les revenus et la relance économique selon le genre disponibles pour usage</li> <li>- Au moins un groupe de femmes établit une entreprise de gestion de déchets dans le cadre du programme de création de projets</li> <li>- Comités de gestion conjoints renforcés pour la gestion de l'infrastructure socioéconomique</li> <li>- Capacité de 10 institutions au</li> </ul>	<p><b>Résultat de l'activité 1.1</b>  <b>les infrastructures et les espaces publics de la communauté urbaine sont améliorés à travers au moins 5 interventions nécessitant une main d'œuvre importante à Ben Guerdane et à Tataouine</b></p> <p>1.1.1 Soutien au partenaire d'exécution désigné (Municipalité, Délégation, Ministère de l'Agriculture, ...) pour préparer des propositions de projets selon le format et les conditions requises, avec l'équipe de projet du PNUD et les OSC chargées de la révision et du suivi des activités du Projet.</p> <p>1.1.2 Etablir un comité pluri-partenaires et un mécanisme participatif pour la sélection des bénéficiaires. Le Comité comportera des représentants des autorités locales, des associations locales de la SC et un représentant du PNUD. Le Comité établira les critères de sélection des moyens d'annonce de recrutement et les procédures pour le suivi et l'évaluation des projets.</p> <p>1.1.3 Soutenir au moins 5 projets grands demandeurs de main d'œuvre (secteurs productifs – dont l'agriculture, l'environnement, l'éducation et la santé) proposés par les municipalités de Ben Guerdane et de Tataouine, et les délégations régionales du Ministère de l'Agriculture).</p> <p>1.1.4 Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour assurer la pleine participation des femmes dans la conception et l'exécution ;</p> <p><b>Résultat de l'Activité 1.2: Renforcer les capacités des organisations naissantes de la société civile</b></p>	<p><b>RESSOURCES</b></p> <p><u>Travaux nécessitant une importante main d'œuvre</u>: US\$900,000 (Travail non qualifié: US\$ 465311 – Travail qualifié: US\$ 70,650 –(120,000 D @ 8 US\$/MD);    Equipement: US\$ 188,672 + près de US\$ 150000 pour le projet rural demandeur en main d'œuvre (30% des bénéficiaires sont des femmes).</p> <p><b>Evaluation de la Relance</b> (données non consolidées): \$50,000</p> <p>Projet/formation de femmes dans la gestion des déchets: \$250,000</p> <p>Réhabilitation de l'infrastructure (magasins pour femmes, crèches, etc...): \$150,000    Renforcement des capacités des OSC: \$150,000</p>

<p>rurales prioritaires réhabilitées;</p>	<p><i>moins développée en 2 ans</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leçons et expériences documentées et échangées avec d'autres agences gouvernementales et le PNUD CO concernant la relance des sources de revenus dans les pays à revenus moyens</li> </ul>	<p><b>pour mener le processus de relance.</b></p> <p>1.2.1 Evaluer les besoins des OSC en matière d'expertise et de priorités concernant les problèmes socioéconomiques ;</p> <p>1.2.2 Développer un plan de soutien de la société civile pour renforcer la cohésion sociale, les sources de revenu, la relance économique. Orienter le développement et le renforcement des capacités de la société civile, leur durabilité et technique de plaidoyer à travers des programmes de formation axés sur la relance économique ;</p> <p>1.2.3 Faciliter le développement et l'entretien de réseaux et de coalitions pour le plaidoyer en faveur des ONG; (PNUD)</p> <p>1.2.4 Faciliter les dialogues entre les coalitions d'OSC/OBC /ONG et les autorités et conseils locaux et régionaux pour promouvoir les programmes socioéconomiques ;</p> <p>1.2.5 Documenter les leçons et les expériences relatives à la stabilisation des sources de revenus (dans les contextes aux revenus moyens)</p> <p><b>Résultat de l'Activité 1.3 Vulgarisation de l'aspect genre dans la planification et la mise en œuvre des programmes de création de sources de revenus et de relance économique</b></p> <p>1.3.1 Collecte des données relatives à l'aspect genre dispersées aux niveaux local et national – et les utiliser pour la planification de la relance ;</p> <p>1.3.2 Evaluer l'aspect genre/jeunesse par rapport à la relance économique;</p> <p>1.3.3 Formation de l'équipe du programme, des groupes de femmes et d'hommes, des partenaires d'exécution, et des autres acteurs concernés sur l'employabilité et la relance sensibles à l'aspect</p>		<p><b>Sous Total: \$1,500,000</b></p>
---	---	---	--	---------------------------------------

<p><b>Produit 2: Cohésion Sociale Effective et Mécanismes Locaux pour le Dialogue mis en place et opérationnels</b></p> <p><i>Indicateurs :</i></p> <p><i>Nombre de OSC/ONG capable d'opérationnaliser la composante de cohésion sociale du Projet;</i></p> <p><i>Les communautés dans les Gouvernorats sélectionnés ont formé des systèmes pour la résolution de conflits</i></p> <p><i>Nombre d'institutions du supérieur ainsi que des entreprises du secteur privé impliquées dans le maintien de la paix;</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les principaux acteurs identifiés et formés pour diriger la composante de cohésion sociale du programme ;</li> <li>- Les parlementaires et les communautés locales ont établi des audiences pour le partenariat focalisées sur la cohésion sociale et le développement communautaire</li> <li>- Nombre d'universités et d'autres institutions impliquées dans le maintien de la paix et de la cohésion sociale</li> <li>- Leçons et cas d'études documentés sur l'applicabilité des mécanismes de cohésion sociale dans des contextes similaires à ceux de la Tunisie</li> </ul>	<p>genre<sup>3</sup> ;</p> <p>1.3.4 Offrir une plateforme aux femmes affectées pour discuter des priorités, concevoir et mettre en place un programme d'emplois d'urgence axés sur les secteurs productifs et non-productifs en fonction des besoins</p> <p>1.3.5 Faciliter la formation des femmes sur les emplois d'urgence, dont la création d'entreprises pour la gestion des déchets.</p> <p><b>Résultat de l'activité 2.1 : Dialogue et mécanisme de renforcement de confiance à l'échelle locale</b></p> <p>2.1.1 Renforcer les capacités de la société civile et des partenaires institutionnels pour faciliter la responsabilisation des communautés et des autorités locales (en prenant en considération la période de transition).</p> <p>2.1.2 Etablir des relations de travail avec les membres de l'Assemblée Constituante à travers des systèmes établis au niveau national et des communautés au niveau local;</p> <p>2.1.3 Effectuer une formation pour prévenir contre les conflits au profit de plusieurs acteurs locaux (en impliquant les services judiciaires et la police) et établir des réseaux du genre "Réseaux Impacts Citoyen parmi les formés; soutenir les « Réseaux Femmes »;</p> <p>2.1.4 Former et renforcer les capacités des communautés pour évaluer leurs besoins, définir les priorités et décider les projets à financer au niveau de la communauté;</p> <p>2.1. Renforcement des capacités et de partenariat</p>	<p>ONU/D; autres Agences de l'ONU; ONG/OSC</p>	<p>Renforcement des capacités des communautés: \$50,000</p> <p>Renforcement institutionnel de la SC: \$150,000</p> <p>Projets communautaires / (particulièrement) les femmes et les jeunes: \$300,000</p>
--	---	--	--	---

<sup>3</sup> Guidés par l'Agenda PNUD aux 8 points et la Résolution UNSC 1325.

<p><b>Produit 3: Capacité du secteur privé à créer des emplois améliorée à travers des politiques favorables et un fort appui à l'entrepreneuriat et aux petites et moyennes entreprises</b></p> <p><b>Indicateurs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la performance du secteur des affaires (des services et des financements accessibles pour le développement des affaires, modèles inclusifs d'entreprises) et des environnements encourageants (légal, législatif, et cadres politiques, climat des investissements et politique) renforcer la performance des affaires des micro entreprises et des PME</li> <li>- Nombre de petites et moyennes entreprises établies par les communautés affectées par la crise ;</li> <li>- Nombre de personnes employées dans des programmes soutenus par le PNUD six à douze mois après le début du programme ;</li> <li>- Nombre de politiques et législations incitatives actionnées axées sur les femmes et les jeunes</li> <li>- Quantité de fonds fournis aux groupes de femmes pour l'emploi et la reconstruction</li> <li>- Nombre d'incitations aux marchés et à l'investissement, relations et partenariats développés</li> <li>- 30% au moins d'augmentation dans les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation de la relance économique – Un rapport fournissant une analyse et des recommandations sur les politiques soutenant le secteur privé et le développement des MPME</li> <li>- Augmentation du nombre de politiques affectant les SDA au sein de secteurs à forte croissance par le Gouvernement (ex. tourisme, industrie agroalimentaire, supermarchés, exports de biens, etc..)</li> <li>- Entrepreneuriat national, stratégie de développement, systèmes d'incitation pour l'intégration des PME socialement exclues dans la chaîne de production renforcés</li> <li>- Enquêtes auprès des MPME pour évaluer leur intégration et connections avec les secteurs à forte croissance (tourisme, supermarchés, exports, etc..)</li> <li>- Politique de développement des MPME, incitations réalistes pour assurer la croissance des régions exclues socialement / MPME / groupes cibles, etc..</li> <li>- Etablissement de plateformes pluridisciplinaires (gouvernement, OSC, OBS, secteur privé, universités) pour engager les PME avec les grandes entreprises</li> </ul>	<p>avec les Universités et les Institutions de recherche et de Conseil pour jouer un rôle actif dans la prévention des conflits et dans le développement en les impliquant dans le travail de terrain.</p> <p><b>Résultat de l'Activité 3.1 – Un environnement plus approprié pour promouvoir le développement de projet au profit des pauvres au niveau local</b></p> <p>3.1. Analyse des « Implications macroéconomiques des programmes publics d'emploi (PPE) et des programmes de transfert (conditionnel) de liquidités aux communautés pauvres et marginalisées de Tunisie</p> <p>3.1.2 Effectuer une analyse de la relance économique pour identifier les besoins en matière de politique et de programmes, les déficiences et les opportunités pour la création d'emplois par le secteur privé ;</p> <p>- L'équipe d'évaluation effectue une étude dans les zones pilotes, analyse les résultats et émet des recommandations pour une politique de développement</p> <p>3.1.3 Identifier et améliorer les goulots entravant les cadres politiques et réglementaires et la législation des entreprises locales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir la réalisation d'une enquête de soutien aux MPME</li> <li>- Développer une stratégie nationale sur la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) avec la collaboration étroite de la Chambre Locale de Commerce et des conseils de tourisme et d'industrie, et ainsi que d'autres plateformes et institutions impliqués dans les secteurs à forte croissance</li> <li>3.1.4 Conception et mise en œuvre d'incitations et/ou de partenariats publics-privés pour le</li> </ul>	<p>PNUD Office Gouvernemental de l'Emploi;</p> <p>Représentants des OSC (participation au processus de consultation et de prise de décision);</p> <p>Agences ONU:OMT; FAO</p> <p>Banque Africaine de Développement /</p>	<p><b>Sous total produit 2: \$500,000</b></p> <p>Evaluation de la Relance Economique \$100,000</p> <p>Développement de Politique &amp; Stratégie \$150,000</p> <p>Encadrement et Conseils M&amp;C window: \$ 150,000</p> <p>Etablissement de petites et moyennes entreprises: \$1,000,000</p> <p>(50% pour les PME dirigées par des femmes)</p> <p>Soutien des services de développement des affaires:\$ 300,000</p> <p>Partenariats publics-privés pour les entreprises de femmes: \$ 100,000</p>
---	---	---	--	--

<p><i>revenus de 1000 nouvelles micros--entreprises touristiques (dont au moins 30% d'entreprises dirigées par des femmes).</i></p>	<p>privées dans la chaîne de production croissante, réseaux, tables rondes, groupes de travail, - les capacités de 10 services existants de développement des affaires dans le secteur privé sont améliorées pour servir les besoins des MPME</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 partenariats entre autorités locales/ société civile/secteur privé établis pour fournir des SDA aux MPME ;</li> <li>- 15 modèles d'entreprises innovateurs au moins liant les PME aux grandes entreprises comme fournisseurs de produits et de services soutiennent la croissance et l'emploi dans 30 PME (dont au moins des PME dirigées par des femmes)</li> <li>- Au moins 15 PME (dont au moins 30% dirigées par des femmes) reçoivent un encadrement continu pour la mise en place de business plans acceptables par les banques</li> <li>- 3 nouveaux modèles d'entreprises au moins établissant des liens de production et augmentant la moyenne des revenus nets des fermiers et des ouvriers agricoles sont développés dans chaque Marché de Développement Inclusif (IMD), des projets d'intervention avec de grandes entreprises, des supermarchés, des commerçants et des exportateurs (ex. liens avec l'industrie du tourisme, les supermarchés, etc...)</li> </ul>	<p>développement des entreprises et la création d'emplois au sein des PME.</p> <p><b>Résultat de l'Activité 3.2 – Services de développement et soutien renforcés/mis à niveau</b></p> <p>3.2.1 Identifier, évaluer, renforcer et mettre à niveau les programmes SDA existants dans les Gouvernorats visés pour améliorer les capacités des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par les femmes et les jeunes.</p> <p>3.2. Etablir des MPME dirigées par des jeunes et des femmes et les intégrer dans la chaîne des valeurs stratégiques</p> <p>3.2.3: Etablir des partenariats publics/privés pour offrir des services de soutien aux entreprises MPME choisies dirigées par des jeunes et des femmes (sur la base de leur potentiel d'employabilité) pour le Développement du Marché Inclusif dont l'accès aux services financiers</p> <p>3.2.4 Développer les capacités des acteurs économiques clés dont la société civile, le gouvernement et les associations concernées pour la conception, la mise en place et le suivi des programmes d'emploi décent au profit des populations les plus affectées et les plus vulnérables.</p>	<p style="text-align: right;"><b>Sous total produit 3:</b> <b>1,800,000</b></p>
---	---	--	---

<p><b>Produit 1-3: Gestion et soutien au programme renforcé</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conception d'un organigramme clair pour le programme et lien au CO;</li> <li>- Recrutement du personnel clé pour le programme (quand nécessaire)</li> <li>- Développement d'un système de suivi et d'évaluation, d'une stratégie de communication pour le programme, réalisés 2 mois après le début du programme ;</li> <li>- Stratégie de mobilisation des ressources pour le programme, développée et mise en œuvre</li> <li>- Documentation de cas d'étude et des leçons tirées dans le cadre des 3 produits</li> </ul>	<p>Expertise technique requise (Indicative)</p> <p>Gestion du programme Secteur privé /Développement d'entreprises</p> <p>Suivi et Evaluation Emploi d'urgence /création d'emplois Expert de la société civile</p>	<p>PNUD Tunisie</p>	<p>Gestion de programme: \$ 400,000</p> <p>Développement de capacités pour l'équipe: 100,000</p> <p style="background-color: #f4a460; padding: 5px;"><b>Sous total produit 1-3 : \$ 500,000</b></p> <p><b>Grand Total: \$ 4,300,000</b></p>
---	---	--	---------------------	---

**DISTRIBUTION DU FINANCEMENT DU BUDGET**

	UNDP resources (TRAC 1 and TRAC 3) (USD)		Japan's Non Core funding (USD)		Total Mobilized funds (USD)	
	Amount	% Total	Amount	% Total	Amount	% Total
<b>Output 1: Livelihoods</b>	205 000,00	21,60%	744 000,00	78,40%	949 000,00	100%
<b>Output 2: Effectiveness</b>	40 000,00	13,79%	250 000,00	86,21%	290 000,00	100%
<b>Output 3: Private Sector</b>	0	0,00%	900 000,00	100,00%	900 000,00	100%
<b>Output 1-3: Program</b>	65 000,00	20,97%	245 000,00	79,03%	310 000,00	100%
<b>GMS (7% of funding)</b>	N.A		161 000,00		N.A	
<b>Total</b>	310 000,00	11,88%	2 300 000,00	88,12%	2 610 000,00	100%



#### **IV. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL**

**PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (Mars 2012 – Février 2013)**

Outputs	Indicative activities	Chronogramme				Donor	Budget	
		T1	T2	T3	T4		Budget description	Mars 2012 – Février 2013
Output 1: Livelihoods of the most affected youths and women stabilized through emergency employment;	<b>Activity result 1.1 Priority urban community public infrastructures and spaces are improved through at least 5 labour-intensive interventions in Ben Guerdane and Tataouine.</b>							
	3 labour intensive works in Ben Guerdane and Tataouine					00141	Salaries	340 500
						00141	Matériel de travail	
						00141	DSA, travel	
						00141	Evaluation consultants (Nat)	
		<b>Activity result 1.2 Building the capacities of the emergency civil society organisations to lead the recovery process.</b>						
	Needs assessment of CSO capacity and priorities regarding socio-economic issues					00141	Consultants (national)	20 000
						00141	Workshops	
						00141	DSA & travel	33 000
						00141	Workshops	
					00141	Trainers/consultants (national)		
					00141	Trainers/consultants (international)		
					00141	DSA & travel	26 000	
					00141	Workshops, seminars		
					00141	DSA, travel		
					00141	Facilitators (national)		
					00141	print, equipment, secretariat...	18 000	
					00141	Consultants (national)		
					00141	DSA, travel	18 000	
					00141	print, media, publications, ...		

Activity Result 1.3 Gender mainstreaming in livelihoods and recovery planning and implementation enhanced									
	Gender disaggregated data and gender assessments on gender /youths in relation to economic recovery						00141	Consultants (Nat)	27 000
							00141	Validation workshop	
							00141	Publication	
							00141	DSA, travel	
							00141	2 Workshops	
							00141	Trainer (international)	
							00141	DSA, travel	
							00141	Workshops, meetings, ...	
							00141	Local animators	
							00141	Communication, other	
	training of programme staff, women and men's targeted groups, implementing partners and other stakeholders on gender responsive emergency employment and recovery						00141	Seedfunding	12 500
							00141	Training workshops	
							00141	Trainers (National/international)	
							00141	DSA, travel	
							00141	Evaluation consultant	
							00141		
	Provide a platform for affected women to discuss priorities, lead the design and implementation of emergency employment with a focus on both productive and non-productive sectors depending on needs						00141	Workshops, meetings, ...	17 000
							00141	Local animators	
							00141	Communication, other	
							00141	Seedfunding	
	Women livelihood businesses training / seed funding / micrcredits (waste management, ...)						00141	Training workshops	250 000
							00141	Trainers (National/international)	
							00141	DSA, travel	
							00141	Evaluation consultant	
							00141		
Sub-total Output 1								744 000	
<b>Activity result 2.1: Dialogue and confidence building mechanism built at local level</b>									
Output 2: Effective Social Cohesion and local dialogue mechanisms in place and operational;	Building the capacities of civil society and institutional partners for facilitating the empowerment of communities and local government representatives [taking into consideration the transitional period].						00141	Trainers (National/international)	25 000
							00141	Training workshops	
							00141	DSA, Travel	
							00141	Conferences, workshops, ...	
							00141	Facilitators (national)	
							00141		
	Establishing working relations within Constituent assembly members, through systems set up at the national level, and communities at the local level;						00141	Conferences, workshops, ...	17 000
							00141	Facilitators (national)	



	Identify and improve bottlenecks in policy / regulatory frameworks and local business legislation; and - Supporting implementation of an MSME survey - Developing National strategy on Corporate Social Responsibility (CSR) in close collaboration with the local Chamber of Commerce and Industries/tourism board and other growth oriented sector related platforms and institutions					00141	DSA & travel		
						00141	Consultants (Nat, Internat)		
						00141	Workshops	100 000	
						00141	DSA & travel		
	Designing and implementing incentive mechanisms and/or public-private partnerships for enterprise development and job creation among local SMEs.					00141	Consultants (Nat, Internat)		
						00141	Workshops & Travel & DSA	200 000	
						00141	Incentive mechanisms		
	Activity result 3.2 Business Development and Support strengthened/scaled up								
	Identify, assess, strengthen and scaled up existing private sector BDS programs in the target governorates to enhance entrepreneurial skills of MSMEs led by women and youth.						00141	Consultants (Nat, Internat)	100 000
							00141	Workshops & Travel & DSA	
Establish public / private partnerships to provide business support services to selected MSMEs (based on job creation potential) for Inclusive Market Development including access to financial services and funding support for women and youths							00141	Consultants (Nat, Internat)	
							00141	Workshops & Travel & DSA	100 000
Capacity development of key economic actors including civil society, government and relevant associations to design, implement and monitor employment programmes and decent work for the most affected and vulnerable people						00141	Funding support		
						00141	Consultants/trainers (Nat, Internat)		
						00141	Workshops & Travel & DSA	250 000	
						00141	Financial and logistical support		
Subtotal Output 3								900 000	
Sous-total OP1-OP3								1 894 000	
Programme Management and Support strengthened									

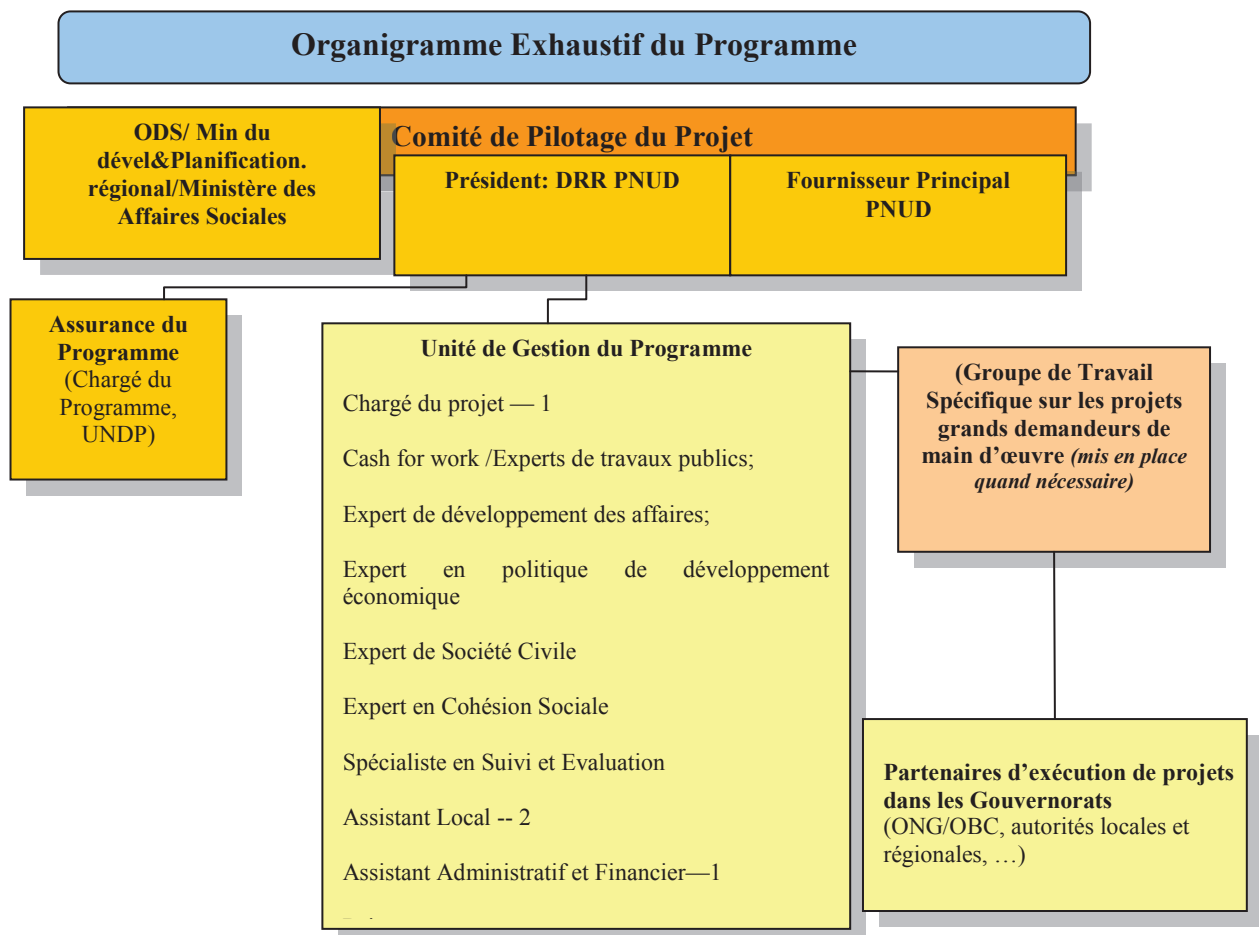
Activité 4.1. Acquisition des moyens matériels et logistiques									
Programme Management and Support strengthened	Acquisition de 1 véhicules de service					00141	Equipements		
	Acquisition de 1 véhicules de mission					00141	Equipements		
	Unités informatiques équipe					00141	Equipements		
	Bureaux					00141	Fournitures		
	Fournitures et consommables					00141	Fournitures		
	Carburant et assurances					00141	Contracts		
									80 000
Activité 4.2. Recrutement de l'équipe de gestion du projet									
	Project manager					00141	Salaires		
	Project admin and finance assistant								
	Local project coordinator								
	Local assistants								
	Cash For Work/Public Works Expert; Business development Expert; Economic Development Policy Expert; Civil Society Expert ; Social Cohesion Expert; M&E/KM specialist						Salaires		
	Chauffeurs (2)					00141	Salaires		
									125 000
Activité 4.3: Capitalisation et suivi évaluation									
	Renforcement des capacités de l'équipe technique et des partenaires nationaux de mise en œuvre					00141	Formations, missions		
	Visibilité du projet et des partenaires					00141	Sous-contrat avec prestataire		
	Knowledge management					00141	Ateliers; publications, media, ...		
	Evaluation (indépendante) du projet					00141	Consultants internationaux		
						00141	Consultants nationaux		
						00141	Prestataire de services (cabinet d'audit)		
	Audit (externe) de la mise en œuvre					00141			
									40 000
<b>Sous-total</b>									
									245 000

00141 = donor code for Government of Japan.

## V. MANAGEMENT ARRANGEMENTS

Le programme sera conjointement réalisé selon la modalité DEX (Exécution directe par le PNUD). Les procédures de gestion seront conformes aux conditions du nouveau Guide de Gestion de Résultats.

Le comité de pilotage du projet sera mis en place et constitué de partenaires gouvernementaux du projet, ODS (Ministère du développement régional et de la Planification), Ministère des Affaires Sociales... La Représentante Résidente Adjointe du PNUD chargée des Programmes fera office de présidente du comité. Le comité de pilotage du Projet est responsable de l'approbation des plans d'action et de budget, de la révision des rapports d'avancement, de fournir des conseils stratégiques, et de suivre l'avancement du projet par rapport à ses objectifs pour assurer la réalisation des résultats définis. Le comité de pilotage fonctionnera également comme une entité de coordination à l'échelle nationale pour promouvoir le partenariat, la collaboration et la coordination entre les différentes initiatives de relance et de développement économique, mises en œuvre par les ministères sectoriels. D'autres ministères peuvent être ajoutés au Comité de pilotage en tant que bénéficiaires si cela s'avèrera nécessaire. Afin de pouvoir suivre dans le détail les plans de travaux, leur exécution, le budget et la programmation des activités, le comité de pilotage chargera un Chargé de programmes du PNUD en tant qu'Assurance Qualité du Projet.



Le PNUD travaillera avec les ministères concernés, les partenaires de la société civile, et les acteurs concernés pour s'assurer que les différentes composantes du projet sont bien mises en œuvre et que les objectifs sont réalisés. Le chargé du Projet supervisera la mise en œuvre en général en travaillant en étroite collaboration avec les responsables homologues. Les experts des différentes composantes, prodigueront des conseils stratégiques concernant la conception, la gestion, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des composantes techniques respectives du programme.

## Partenariat et relations avec le donateur:

Le PNUD, en partenariat avec les principales agences de l'ONU, les organisations bilatérales, régionales et internationales, peut coordonner l'assistance technique Sud-Sud, l'échange d'expérience et le conseil auprès des ministères concernés. Plus particulièrement, le PNUD coordonnera ces activités en partenariat avec l'Ambassade du Japon quand c'est appropriée et/ou nécessaire. Il se basera également sur des initiatives de programmes existants tels l'Emploi et la Migration des Jeunes qui fait partie des OMD, ainsi que d'autres initiatives du secteur privé en Tunisie. Dans le cas d'un incident imprévu, le PNUD CO en fera rapport à l'Ambassade du Japon dans les plus brefs délais pour consultation.

En outre, l'apport du donateur (Gouvernement du Japon) sera entièrement reconnu et reflété dans tous les supports de communication et d'autres supports et documents par le biais de l'affichage du Logo.

- a) Le Bureau National du PNUD soumettra une demande écrite au Gouvernement Japonais pour avoir son accord préalable dans les cas suivants (1) Extension nécessaire du projet, et/ou (2) redéploiement des fonds entre différentes rubriques approuvées du budget, si plus de 20% d'augmentation ou de réduction sont nécessaires ;
- b) Pour toute solde qui reste après la fin du Projet, le Bureau pays du PNUD devra consulter avec le Gouvernement du Japon pour en décider l'usage ;
- c) Les profits provenant des intérêts doivent être traités conformément avec l'accord signé entre le Japon et le PNUD concernant les « Procédures relatives aux Intérêts générés par le Fond de Partenariat Japon-PNUD ».

En outre, en fonction des aspects spécifiques aux travaux, le PNUD Tunisie sera relayé par ses Bureaux de Prévention de Crise et de Relance (BCPR) et par les Bureaux Régionaux, le Bureau de Partenariat et de Développement du secteur Privé et du Bureau des Politiques de Développement. Le PNUD cherchera également le soutien de l'IPC-IG qui s'occupe principalement des économies émergentes et des approches innovantes qui lient la croissance inclusive, la protection sociale et la création d'emplois.

## VI. SUIVI ET EVALUATION

Un cadre efficace de suivi et d'évaluation sera développé et ajusté surtout après les données rendues disponibles par l'évaluation initiale. Afin d'évaluer l'avancement la mise en œuvre du projet en matière de création d'emplois et de croissance inclusive, des outils de suivi seront développés pour surveiller les indicateurs spécifiques compris dans le Cadre des Résultats et des Ressources (CRR). Après la fin de toutes les évaluations dans les différents sites d'exécution du projet, le cadre de suivi et d'évaluation sera élaboré davantage et ajusté en conséquence.

Le cadre de suivi et d'évaluation comporte les éléments suivants : Résultats et Produits, Indicateurs, Situation de Départ, Cibles, Sources et Moyens de Vérification, méthodes de collection des données et des informations, Responsabilité et Calendrier. Les indicateurs qui apparaissent dans le CRR sont donc indicatifs pour l'instant et pourraient être révisés quand le Cadre de Suivi et d'Evaluation est entièrement développé par l'équipe de mise en œuvre avec le soutien de bureaux. De même une enquête ménages sera effectuée dans tous les sites du projet pour établir la situation de départ qui servira à évaluer les résultats à l'arrivée, et ainsi mesurer le changement induit par le projet sur les communautés, les ménages et sur les indicateurs de croissance nationale. Toutes les données seront distribuées selon le genre et les groupes sociaux selon le Système du PNUD pour le Suivi de l'Information en termes d'Inclusion Sociale et de considération à l'aspect Genre (GSI-MIS). Quant à la situation socioéconomique des ménages, un classement de bien-être sera établi lors des opérations d'évaluation pour surveiller l'évolution de la relance et du développement de la situation des personnes déshéritées et vulnérables.

Le projet disposera d'un spécialiste de suivi et d'évaluation qui développera un système de suivi, des outils et des lignes directrices afin de faire la collecte des données appropriées afin de suivre les indicateurs, et qui surveillera la mise en œuvre du projet à travers des visites fréquentes. Les autres personnels de l'équipe seront aussi responsables du suivi d'exécution dans leurs domaines respectifs.



Un suivi étroit est essentiel pour (a) s'assurer que la sélection des communautés bénéficiaires est transparente effectuée selon les critères établis dans ce document ; (ii) s'assurer que parmi les bénéficiaires, il existe des femmes et des hommes des plus défavorisés qui participent et profitent des interventions ; (iii) s'assurer que les produits livrés sont conformes aux plans de travail ; (v) s'assurer qu'à travers le processus, les interventions renforcent la paix et l'harmonie et qu'ils ne génèrent pas de nouvelles tensions ; et (vi) s'assurer que la croissance est inclusive tout au long de la mise en œuvre du projet.

Selon les politiques et les procédures du PNUD, ce Projet sera suivi à travers les outils suivants :

***Au cours de l'année:***

- Rapports d'avancement trimestriel: Etablis chaque trimestre, des évaluations qualitatives enregistrent l'avancement et la réalisation des produits principaux, sur la base de critères de qualité et de méthodes à développer par le PNUD et par le Gouvernement Tunisien. Sur la base de cette information, un Rapport d'Avancement Trimestriel (RAT) doit être soumis par le Chef du Projet au Comité de pilotage et au PNUD ;
- Réunions trimestrielles du Comité de pilotage : le Comité de pilotage se réunira au début de chaque trimestre pour examiner l'avancement trimestriel, et pour approuver le plan de travail pour le trimestre suivant. Le Comité de pilotage fournira des conseils d'ordre général et supervisera les travaux de l'UGP, et suivra ses performances ;
- Un registre de problèmes sera activé dans ATLAS et mis à jour par le Bureau National et par le Chef du Projet pour faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou les demandes de modifications ;
- Un registre des leçons tirées : sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage continu et l'adaptation des méthodes à celles du PNUD, et pour faciliter la préparation du Rapport des Leçons Tirées à la fin de la deuxième année ;
- Rapports de suivi de terrain : par l'équipe du bureau national du PNUD, du Gouvernement, des partenaires d'exécution et du Spécialiste de Suivi et d'Évaluation, qui seront fournis à l'équipe d'exécution du projet afin de profiter des résultats des surveillants.

***Annuellement:***

- Rapport d'avancement annuel. Un Rapport d'Avancement Annuel doit être préparé par le chargé du Projet et soumis aux agences gouvernementales, au PNUD et à d'autres agences onusiennes. Au minimum, le Rapport d'Avancement Annuel doit être conforme au format standard d'ATLAS pour le Rapport Trimestriel d'Activités (RTA), couvrant l'année entière, avec des informations mises à jour pour chaque élément cité ci-haut dans le RTA, ainsi qu'un résumé des résultats réalisés par rapport à des objectifs annuels prédéfinis au niveau des produits.
- Revue Annuelle: Sur la base du rapport précédent, une revue annuelle doit être effectuée au cours du quatrième trimestre de l'année ou tout de suite après, afin d'évaluer la performance de ce Projet et d'approuver le Plan de Travail Annuel (PTA) pour l'année suivante. Cette revue sera menée par le Comité de pilotage et peut impliquer d'autres équipes/unités au sein du Gouvernement Tunisien quand nécessaire. Elle doit être axée sur le degré d'avancement pour la réalisation des produits, et qu'ils restent alignés par rapport aux résultats escomptés.
- Le rapport final et le rapport de mi-parcours seront soumis au Gouvernement du Japon avec le Rapport Financier. Le Rapport de mi-parcours exposera l'avancement des activités et les paiements effectués. Des photos explicatives seront jointes.

***Revue de mi-parcours:***

Une revue de mi-parcours sera planifiée au cours de la troisième année de mise en œuvre pour suivre l'avancement et pour faire des ajustements au Projet selon les recommandations faites à la revue.

### **Enquête à l'arrivée:**

Sur la base de l'avancement réalisé pour produire les résultats escomptés, le départ d'un site de projet peut être fait lors de la quatrième ou de la cinquième année après le début d'exécution. Par conséquent, une enquête à l'arrivée sera effectuée pour suivre les résultats obtenus par rapport à la situation de départ.

## **VIII. CONTEXTE LEGAL**

*Ce document, avec la « **Stratégie de transition en Tunisie** », constitue le Document du Projet tel que désigné dans le SBAA et toutes les conditions du CPAP s'appliquent à ce document.*

---

En accord avec l'Article III de l'Accord d'Assistance Élémentaire Normalisé, la responsabilité pour la sécurité du Partenaire d'Exécution, de son personnel et de ses propriétés, et des propriétés du PNUD mises à la disposition du partenaire d'exécution, est celle du partenaire d'exécution.

Le partenaire d'exécution doit :

- a) Mettre en place un plan de sécurité approprié et entretenir ce plan de sécurité, en prenant en considération la situation sécuritaire du pays dans les régions d'exécution du projet ;
- b) Assumer tous les risques et toutes les responsabilités relatives à la sécurité du partenaire d'exécution, et la mise en œuvre totale du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier la mise en place de ce plan, et de proposer des modifications à ce plan quand nécessaire. Faute d'entretenir et de mettre en œuvre un plan approprié de sécurité comme requis ci-après doit être considéré comme une violation de cet accord.

Le partenaire d'exécution s'engage à mettre tout en œuvre pour s'assurer qu'aucun des fonds reçus dans le cadre de ce Document du Projet ne soit utilisé pour soutenir des individus ou des institutions associés à des actes de terrorisme, et que les bénéficiaires des fonds fournis par le PNUD dans ce cadre ne figurent pas sur la liste maintenue par le Comité du Conseil de Sécurité selon la résolution 1267 (1999). La liste est disponible sur le site <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette condition doit être insérée dans tous les sous-contrats ou sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de Projet ».